

Un nouvel équilibre entre les Nations ? (IV)

Nous avons pris connaissance de la signification musulmane de la razzia du 7 octobre 2023 à Gaza (I) ; nous avons eu un aperçu de la réaction de l'État d'Israël (II) ; nous avons vu les diverses positions des régions qui entourent la zone où se déroulent des massacres (III).

Dans cette dernière partie, nous allons entrer dans les retombées internationales. En même temps, nous prendrons la mesure des nouvelles alliances qui se dessinent. La position de ce que nous appelons l'Occident (Europe/Amérique du Nord) est en train de se déplacer à vive allure.

L'Afrique du Sud dépose plainte à la Cour Internationale de Justice

La **Cour Internationale de Justice** (CIJ) constitue l'instance judiciaire suprême de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui nomme ses quinze juges, élus pour neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Instituée en 1945, elle s'est réunie pour la première fois en 1946. Son siège est à La Haye, aux Pays-Bas. Elle a vocation à régler pacifiquement des différends entre États, et ne peut être saisie que par eux. Elle ne dispose ni de capacité pénale, ni de force coercitive d'exécution, mais a une traduction principalement morale en édictant une qualification en droit, dont les conséquences politiques peuvent être très importantes.

Cette Cour est à distinguer de la **Cour Pénale Internationale** (CPI), qui est une juridiction pénale internationale permanente, à vocation universelle, chargée de juger des personnes accusées de génocide, de crime contre l'humanité, de crime d'agression et de crime de guerre. Le Statut de Rome est le traité international qui a fondé la CPI, adopté lors d'une conférence diplomatique réunissant des États adhérant aux Nations Unies, dite Conférence de Rome, qui s'est déroulée du 15 juin au 17 juillet 1998 à Rome. Il entre en vigueur le 1^{er} juillet 2002, après ratification par soixante États. Le siège est à La Haye. Aujourd'hui, parmi les États qui n'ont pas ratifié le Statut de Rome, et par conséquent ne se sentent pas concernés par la CPI, on trouve les États-Unis et la Russie, qui ont signé le Statut de Rome, sans le ratifier. Et on trouve la Chine et l'Inde qui n'ont pas signé le Statut de Rome, ni ratifié ce même Statut.

Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud dépose plainte contre Israël à la Cour Internationale de Justice pour le génocide qu'aurait commis celui-ci à Gaza. La Cour se réunit les 11 et 12 janvier 2024.

La requête sud-africaine se réfère à des manquements de l'autorité israélienne à son obligation de prévenir le génocide, ainsi qu'à punir l'incitation directe et publique à le commettre. Ces dispositions figurent dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, signée à Paris le 9 décembre 1948. Elle contraint les 152 pays qui y ont adhéré depuis lors, dont l'Afrique du Sud et Israël. Cet événement intervient la veille de la Déclaration universelle des droits de l'Homme au Palais de Chaillot, à Paris, le 10 décembre 1948.

Les enjeux symboliques sont donc majeurs, au moment où le référent de l'Occident en matière de droits humains et sa capacité morale à les définir et à les énoncer se voit récusé par la coalition des BRICS+.

Qui sont les BRICS+ ?

Initialement, le terme BRIC est un acronyme pour désigner quatre pays se regroupant à partir de 2009 : Brésil, Russie, Inde et Chine. Le terme BRIC est forgé dès 2001 par Jim O'Neill (né en 1957), économiste britannique de la Banque d'investissement Goldman Sachs. Le terme est repris en 2003 dans un rapport publié par deux économistes de la même Banque. Ce rapport tend à montrer que l'économie des pays du groupe BRIC va se développer rapidement. Le Produit Intérieur Brut (PIB) total des BRIC devrait égaler en 2040 celui du G6 (États-Unis, Allemagne, Japon, France, Royaume-Uni et Italie).

BRIC (2009-2010)

Le premier sommet des BRIC a lieu le 16 juin 2009 à Iekaterinbourg, en Russie ; le deuxième le 16 avril 2010 à Brasilia, au Brésil.

BRICS (2011-2023)

Le troisième sommet a lieu le 14 avril 2011 à Sanya (Hainan), en Chine. Il est le premier sommet des BRICS, avec l'adhésion officielle de l'Afrique du Sud. Cela entraîne la disparition du Triangle Brésil-Inde-Afrique du Sud. Le quatrième sommet a lieu le 29 mars 2012 à New Delhi, en Inde.

Le cinquième sommet a lieu le 28 mars 2013 à Durban, en Afrique du Sud. À la suite de ce sommet, la Chine lance en septembre 2013 son initiative BRI (*Belt and Road Initiative*), un projet international de Nouvelle route de la soie.

Le sixième sommet a lieu le 17 juillet 2014 à Fortaleza, au Brésil. Le septième sommet a lieu en 2015 à Oufa, en Russie. On inaugure la Nouvelle banque de développement (NDB), conçue comme une alternative à la Banque mondiale, soupçonnée d'être trop entre les mains des Occidentaux.

En 2016, les dirigeants des BRICS (Michel Temer, Vladimir Poutine, Narendra Modi, Xi Jinping et Jacob Zuma) se réunissent à Hangzhou, en Chine, où ils disposent de leur propre Banque de développement dont le siège est à Shanghai.

Le 4 septembre 2017, le sommet annuel se tient à Xiamen, en Chine. Les BRICS sont rejoints par la Thaïlande, le Mexique, l'Égypte, la Guinée et le Tadjikistan en tant qu'observateurs, pour discuter d'un plan BRICS Plus ou BRICS+.

Du 25 au 28 juillet 2018, les dirigeants des BRICS tiennent leur dixième sommet à Johannesburg, en Afrique du Sud, pour mettre en place une coopération économique accrue dans un environnement économique international en pleine mutation. La Turquie y est aussi invitée en tant que présidente de l'Organisation de coopération islamique (OCI). Le onzième sommet a lieu le 14 novembre 2019 à Brasilia, au Brésil. Le 17 novembre 2020, le douzième sommet se tient sous forme de visioconférence.

De même le treizième sommet, le 9 septembre 2021, en raison de la pandémie du Covid-19. À l'issue du sommet, la Déclaration de New Delhi stipule : *Nous regrettons l'inégalité flagrante dans l'accès aux vaccins, aux diagnostics et aux traitements, en particulier pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde.* Le quatorzième sommet se déroule le 23 juin 2022.

Le quinzième sommet se tient du 22 au 24 août 2023 à Johannesburg, en Afrique du Sud. On y adopte le principe d'une expansion comprenant six pays pouvant rejoindre le groupe le 1^{er} janvier 2024 : l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie, les Émirats Arabes Unis, l'Arabie Saoudite et l'Argentine. En fait, quatre seulement deviennent effectivement membres : l'Égypte, les Émirats Arabes Unis, l'Éthiopie et l'Iran.

BRICS+ (depuis 2024)

Le sommet de 2024 se tient du 22 au 24 octobre à Kazan, en Russie. En 2024, beaucoup de pays demandent à entrer dans le groupe.

Positions mises en avant par les BRICS+

Sur le plan de la **politique internationale**, les BRICS+ plaident pour une refondation des organisations internationales comme le Conseil de Sécurité de l'ONU et les organisations de Bretton Woods (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale) dans un sens qui reflète mieux l'émergence des nouvelles puissances et le caractère multipolaire du monde au XXI^e siècle. En effet, l'ensemble des États membres des BRICS+ ne bénéficie que de 15 % des droits de vote à la Banque Mondiale, 10 % au FMI, alors qu'ils représentent 42 % de la population mondiale et 23 % de son Produit National Brut. La règle statutaire des BRICS+ est : un État, une voix.

Sur le plan économique, les BRICS+ veulent renforcer leurs poids et mieux faire avancer leurs points de vue dans les négociations économiques internationales, notamment du Groupe des 20, au FMI et à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Le Groupe des 20 (G20) est créé en 1999. Il compte, en 2023, 21 membres. Je les énumère, en mettant entre parenthèses la population de chacun d'entre eux : Afrique du Sud (60 414 500), Canada (40 097 760), Mexique (128 455 570),

États-Unis (334 914 900), Argentine (46 654 580), Brésil (216 422 450), Chine (1 410 710 000), Japon (124 516 650), Corée du Sud (51 712 620), Inde (1 428 827 620), Indonésie (277 534 120), Arabie Saoudite (36 947 030), Turquie (85 326 000), Union Européenne (449 476 880), France (68 170 230), Allemagne (84 482 270), Italie (58 761 150), Royaume-Uni (68 350 000), Russie (143 826 130), Australie (26 638 540). En avril 2011, lors du sommet en Chine, les BRICS ont insisté sur la nécessité de réformer le Système Monétaire International (SMI) et de réviser la composition des Droits de tirage spéciaux. Leur objectif est de sortir de la dépendance du dollar international car celui-ci est considéré comme un instrument puissant d'hégémonie. Pour l'instant, les échanges commerciaux entre les États et avec certains pays partenaires commencent à utiliser les devises locales, tandis que la Chine et la Russie se sont mises d'accord, en mai 2023, pour régler leurs échanges en renminbi (RMB-Yuan), monnaie officielle chinoise.

Poids économique

Trois des cinq BRICS font partie des premières puissances économiques mondiales quant au PIB : Chine, Inde, Brésil. La Russie est 11^e ; l'Afrique du Sud est entre le 32^e et le 35^e rang.

La place des pays des BRICS dans l'économie mondiale a fortement progressé durant la première décennie du XXI^e siècle, passant de 16 % du PIB mondial en 2001 à 27 % en 2011. Cette année-là, le PIB nominal cumulé des BRICS s'élève à 11 221 milliards de dollars.

En 2014, les BRICS affichent un PIB nominal cumulé de plus de 14 000 milliards, soit presque autant que celui des 28 pays de l'Union Européenne réunis (18 874 milliards) et proche de celui des États-Unis (17 528 milliards). Cela signifie que les BRICS seraient à l'origine de plus de 50 % de la croissance économique mondiale au cours des dix années précédentes.

En 2023, le bloc des BRICS contribue à 31,5 % du PIB mondial, dépassant pour la première fois la part du G7 (30,7 % du PIB mondial). Le G7 est un regroupement informel des sept économies censées être les plus puissantes en 1975 : Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et l'Union Européenne. D'après l'institut britannique Acorn Macro Consulting, la tendance devait s'accroître, en raison de la croissance importante des économies de la Chine et de l'Inde.

Parmi les principales puissances mondiales émergentes, nous trouvons le E7, qui n'a pas encore de statut égal au G7. Il regroupe les nations les plus prometteuses de la planète sur le plan économique : la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie, le Mexique, l'Indonésie et la Turquie.

L'Afrique du Sud, membre des BRICS, dépose plainte pour génocide.

Le terme de génocide est-il adéquat pour qualifier ce qui se passe à Gaza ?

Le terme de génocide est un néologisme créé en 1943 par Raphael Lemkin (1900-1959), juriste juif polonais éduqué à Lemberg (aujourd'hui Lviv en Ukraine), chef-lieu de la Galicie. Lemkin sera naturalisé Américain. Il s'était d'abord penché sur le massacre et la déportation des Arméniens et des Assyriens dans l'espace ottoman en 1915. Il avait été fortement marqué par le procès, en 1921 à Berlin, du jeune Arménien qui avait assassiné dans la capitale allemande Talaat Pacha (1874-1921), ex-ministre à Istanbul, et déclaré vouloir venger le carnage de sa famille à Erzurum, sa ville natale. Selon Lemkin, âgé de quinze ans en 1915, Talaat Pacha était le criminel le plus effroyable, car l'un des principaux responsables de l'extermination de 1,2 million d'Arméniens tués pour avoir eu le tort d'être chrétiens. L'accusé Soghomon Tehlirian (1897-1960) fut acquitté, mais les juristes de Lemberg discutèrent à l'infini des règles de droit qui s'appliquaient dans son cas.

Nommé procureur en Pologne, Lemkin doit fuir aux États-Unis pour échapper au nazisme, et c'est là qu'il crée, en 1943, le terme « **génocide** », défini comme l'intention, suivie de sa mise en œuvre, de faire disparaître par la tuerie un *genos*. Dans la Grèce antique, un *genos* est un ensemble de familles qui ont un ancêtre commun. Le suffixe *cide* désigne la mise à mort (comme dans les termes *homicide* et *fémicide*). Dans l'usage commun, le *genos* est devenu un groupe humain. Le génocide ne passe pas seulement par le meurtre de ses membres, mais aussi par la volonté de liquider l'identité socio-culturelle du groupe concerné (sa langue, sa religion) et de l'éradiquer de son territoire ancestral.

Lors du procès de Nuremberg, en 1947, où comparaissent et sont condamnés et exécutés des dignitaires nazis, c'est la formule « **crime contre l'humanité** » qui est préférée. Cette notion est également pensée par un juriste juif de Galicie, Hersch Lauterpacht (1897-1960), par la suite naturalisé Britannique, qui est un des conseillers au procès de Nuremberg. Selon Lauterpacht, l'être humain, l'individu, est la source ultime du droit, et la notion de génocide, basée sur une définition aléatoire du « groupe », est grosse de lacunes, d'artifices et de dangers potentiels, qui ouvrent des débats interminables.

Le contentieux avec Israël du parti de Nelson Mandela (1918-2013), l'African National Council (ANC), qui dirige l'Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid (1948-1991), est ancien. Nelson Mandela disait régulièrement : *Notre liberté est incomplète sans celle des Palestiniens*. Aux États-Unis, il compare la politique d'apartheid des Blancs d'Afrique du Sud à celle des Juifs en Israël envers les Palestiniens. Ce type de discours lui a aliéné de nombreuses sympathies aux États-Unis. Dans les années 1980, les Black Muslims, explicitement antisémites, avaient déjà entériné la rupture entre les Noirs et les Juifs, victimes de discriminations de la part de l'establishment blanc, anglo-saxon et protestant.

À Pretoria, le 21 décembre 2023, Cyril Ramaphosa (né en 1952), chef de l'ANC et président de la République d'Afrique du Sud depuis 2018, dénonce le génocide à Gaza et rappelle qu'Israël s'est édifié sur 75 ans d'apartheid. Le 29 décembre 2023, Pretoria dépose sa plainte contre Israël à la Cour Internationale de Justice.

En 2004, l'Assemblée Générale de l'ONU avait déjà demandé à la CIJ si le mur édifié, au lendemain de la seconde intifada, entre Israël et la Cisjordanie était « licite ». Israël avait inclus les implantations de colons juifs en territoire palestinien. L'État d'Israël ne s'est pas présenté à la Cour. Celle-ci a conclu que la construction du mur dans les territoires palestiniens occupés était contraire au droit international.

En 2024, devant la montée de l'indignation mondiale face à l'hécatombe perpétrée à Gaza, Israël se rend à La Haye devant la Cour. Selon la règle, Netanyahu nomme Aharon Barak (né en 1936), président de la Cour Suprême d'Israël entre 1995 et 2006, comme juge à la CIJ en sus des quinze magistrats élus. Ce juge n'est pas un partisan de Netanyahu. Le 11 janvier 2024, la partie sud-africaine présente son argumentaire. L'exposante principale est l'avocate Adila Hassim (née en 1972), dont le nom à résonance musulmane lui vaut l'enthousiasme des réseaux sociaux islamiques de la planète entière. On ne sait même pas si elle est effectivement musulmane. Adila Hassim prouve que ce qui se passe à Gaza est bien un génocide. Le 12 janvier 2024, un juriste du Ministère des Affaires Étrangères d'Israël rappelle le pogrom du 7 octobre 2023, dont Adila Hassim n'avait pas fait mention, puisque le Hamas n'est pas un État, et, donc, ne relève pas de la juridiction de la CIJ. Des documents sont produits pour démontrer l'intention génocidaire... des auteurs de la razzia. Un autre argument de la défense d'Israël reviendrait à interdire à tout État attaqué par un groupe terroriste à se défendre, sur simple demande d'un État tiers. Le 26 janvier 2024, la Cour rend un arrêt qui rend plausible la désignation d'un génocide à Gaza.

Qui serait bénéficiaire d'un gain politique, après le 7 octobre 2023 ?

L'Iran, adversaire principal d'Israël, reste leader de l'Axe de la Résistance et remporte des points au plan international. Il prend un avantage symbolique dans sa rivalité avec ses concurrents de la Péninsule arabe pour conquérir les cœurs et les esprits dans le monde musulman. De plus, il développe des synergies avec ses nouveaux partenaires majeurs des BRICS+ : la Chine et la Russie.

La **Chine** a signé le 27 mars 2021 un pacte de coopération stratégique avec l'Iran, lui fournissant l'accès aux technologies et produits manufacturés qui lui permettent de contourner l'embargo américain depuis le retrait de l'accord nucléaire par Donald Trump (né en 1946) en 2018. La Chine a organisé une médiation entre l'Iran et l'Arabie Saoudite qui se traduit par la reprise de relations diplomatiques entre Téhéran et Riyadh. La Chine intervient désormais dans un domaine qui était du ressort exclusif des États-Unis, en procurant à l'Arabie Saoudite des garanties

de sécurité par ses capacités d'influer directement sur les décisions de Téhéran. Pékin n'a jamais condamné la razzia du 7 octobre 2023, ni qualifié le Mouvement de la Résistance Islamique palestinien de « terroriste ».

La **Russie** s'était impliquée dans les conflits en Syrie, en neutralisant les forces iraniennes en Syrie pour prévenir toute agression contre Israël. Depuis le 7 octobre 2023, Vladimir Poutine (né en 1952) s'est départi de sa relation médiatrice entre Israël et l'Iran. La guerre en Ukraine, en 2023, montre que l'armée russe connaît des problèmes d'approvisionnement en matériels et munitions et qu'elle dépend des armements iraniens, très utiles pour cibler les populations civiles et briser le moral de l'ennemi. Ce rapprochement russo-iranien, en plus du partenariat au sein des BRICS+, avec l'entrée de l'Iran le 1^{er} janvier 2024, va de pair avec une dégradation de la relation avec Israël. Dès le 26 octobre 2023, le vice-ministre russe Mikhaïl Bogdanov (né en 1952), en charge du Moyen-Orient, reçoit une délégation du Hamas. Bogdanov compare le siège de Gaza à celui de Leningrad, sa ville natale, par les nazis durant la Seconde Guerre Mondiale. Vladimir Poutine a d'abord vu dans la focalisation de la planète sur Gaza une distraction bienvenue par rapport à l'attention hostile des pays occidentaux envers l'offensive ukrainienne. Le 7 décembre 2023, il accueille en grande pompe le président iranien Ebrahim Raïssi (1960-2024), dénonçant un système international marqué par le « néocolonialisme » et appelant au développement du multilatéralisme, qui consiste à renforcer une multipolarité anti-occidentale dont il veut faire des BRICS+ le bras armé. Le 18 janvier 2024, Bogdanov traite avec une délégation du Hamas, en vue de libérer rapidement les civils capturés le 7 octobre 2023 et détenus par les factions palestiniennes ; parmi ces détenus, on compte trois citoyens russes.

Les **États-Unis** voudraient bien proposer leur propre issue, mais ils éludent toujours la Palestine, dont l'identité nationale est supposée se dissoudre grâce aux forces du marché, dans une prospérité économique inouïe. La razzia du 7 octobre 2023 les a pris au dépourvu.

L'Arabie Saoudite n'a pas signé les accords d'Abraham. De quoi s'agit-il ?

Accords d'Abraham

Le 13 août 2020, le Président Donald Trump annonce qu'Israël et les Émirats Arabes Unis vont normaliser pleinement leurs relations diplomatiques et commencer une coopération dans un large éventail de domaines. Anwar Gargash (né en 1959), Ministre d'État des Affaires Étrangères des Émirats, confirme l'accord pour normaliser leurs relations avec Israël, affirmant que son pays veut faire face aux menaces qui pèsent sur la solution à deux États, en particulier l'annexion des territoires palestiniens ; il demande que Palestiniens et Israéliens reviennent à la table de négociation ; il pense qu'il n'y aurait pas d'ambassade des Émirats à Jérusalem avant un accord final entre Israéliens et Palestiniens. Le Premier Ministre Israélien déclare que l'annexion des territoires palestiniens est simplement « en pause ».

Le 11 septembre 2020, Donald Trump annonce l'instauration de relations diplomatiques entre Israël et Bahreïn.

Le 15 septembre 2020 est organisée à Washington la cérémonie formelle de signature à laquelle se joint Bahreïn. Les accords ont été rédigés par Jared Kushner (né en 1981), gendre de Donald Trump et organisateur de la cérémonie.

Parmi les engagements, en parallèle à ces accords, les États-Unis vendent des avions de chasse furtifs F35 aux Émirats Arabes Unis, malgré l'opposition israélienne, finalement levée en octobre 2020. Ces accords sont l'aboutissement d'une coalition anti-iranienne. Joe Biden (né en 1942), Président en janvier 2021, suspend temporairement la vente des F35 aux Émirats.

Les accords d'Abraham regroupent par conséquent :

- une déclaration trilatérale entre Israël, les Émirats Arabes Unis et Bahreïn, à laquelle Donald Trump appose sa signature
- un traité de paix bilatéral entre Israël et les Émirats Arabes Unis
- une déclaration de paix bilatérale entre Israël et Bahreïn.

Dans le traité de paix bilatéral entre Israël et les Émirats Arabes Unis, on a un article 7 : suite aux accords d'Abraham, les parties sont prêtes à se joindre aux États-Unis pour développer et lancer un agenda stratégique pour le Moyen-Orient.

Dans la déclaration de paix entre Israël et Bahreïn, les deux parties s'engagent à trouver une solution juste, complète, durable au conflit israélo-palestinien.

L'Arabie Saoudite ne signe pas les accords d'Abraham, mais elle laisse son vassal, Bahreïn, le faire. L'Arabie fait de la reconnaissance des droits du peuple palestinien un préalable à sa participation pour trouver une solution aux conflits en cours. En septembre 2023, deux ministres israéliens sont reçus officiellement en Arabie, l'un dans un cadre multilatéral, l'autre à titre personnel. Le 7 octobre 2023 anéantit tous les efforts diplomatiques.

Mais l'Arabie a un projet phare en tant que super-puissance dominante au Moyen-Orient. Il s'agit de la cité futuriste de Neom, bâtie dans les sables du nord-ouest de la Péninsule arabique et au débouché du golfe d'Aqaba, sur la mer Rouge, à une heure du port israélien d'Eilat. Tant qu'il y a un conflit violent, dont nous voyons les effets désastreux à Gaza, au Sud-Liban et ailleurs, la cité de Neom ne peut pas voir le jour. Un autre facteur de déstabilisation majeur se trouve dans les montagnes du Yémen, contrôlées par les Houthis, alliés de Téhéran.

Tant qu'il n'y aura pas un État palestinien, dégagé de l'influence iranienne, Mohammed Ben Salmane (né en 1985), Prince héritier et Premier Ministre d'Arabie Saoudite, n'entrera pas dans le processus de résolution des conflits au Moyen-Orient. L'Arabie n'était pas représentée par Mohammed Ben Salmane à la dernière

rencontre des BRICS à Kazan en Russie, en octobre 2024. Nous verrons si, finalement, l'Arabie sera du côté du Sud-Global ou d'abord du côté des États-Unis.

Gilles KEPEL, *Holocaustes, Israël, Gaza et la guerre contre l'Occident*, Paris, Plon, 2024, p. 149-199.

* * *

Depuis la parution de l'ouvrage de Gilles Kepel en mars 2024, Israël essaie d'annihiler le Hezbollah au Liban et de réduire les forces anti-israéliennes en Syrie. En novembre 2024, la Cour Pénale Internationale a lancé un mandat contre le Premier Ministre et l'ancien Ministre de la Défense israéliens ainsi qu'un haut responsable du Hamas. En janvier 2025, le nouveau Président des États-Unis Donald Trump entrera en fonction. Nous verrons si le groupe des BRICS continuera à écarter l'Occident des pôles de décision de la planète.

+ Guy,
Evêque de Tournai